



N'oubliez pas la République centrafricaine et son peuple, demande un haut responsable des droits de l'homme

BANGUI/GENEVE/NEW-YORK (1^{er} août 2013) – Le Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme Ivan Šimonović a lancé jeudi un avertissement sur l'état critique des institutions étatiques de République centrafricaine, qui demeurent proches d'un « effondrement total », et a exhorté la communauté internationale à ne pas abandonner cette nation marquée par le conflit.

« Le gouvernement de transition récemment nommé, et de nature plutôt inclusive, reste très faible. Bien que la situation à Bangui se soit quelque peu améliorée, l'Etat n'existe tout simplement pas en dehors de la capitale et il n'y a pas d'état de droit », a déclaré Ivan Šimonović, au terme de sa visite de quatre jours dans le pays.

« Au-delà de Bangui, il n'y a ni police, ni système judiciaire, ni services sociaux. La sécurité est pratiquement inexistante et la population vit dans un état de peur permanent. Je suis particulièrement préoccupé par le nombre important de membres de la Séléka qui, ne recevant aucun salaire, installent des barrages dans les rues, demandent de l'argent ou pillent les maisons », a déclaré le Secrétaire général adjoint.

« L'ampleur des pillages et des destructions que j'ai pu observer est choquante. Lorsque j'ai visité la salle du tribunal de Bambari, je n'ai trouvé qu'une pièce vide sans fenêtre et aux portes défoncées, dont le sol était jonché d'une couche épaisse de restes d'archives et de registres. En République centrafricaine, les institutions étatiques, y compris judiciaires, ressemblent aujourd'hui à cette salle de tribunal », a déclaré Ivan Šimonović. « Comment ce pays pourra-t-il organiser des élections régulières si toutes les archives et registres civils sont détruits ? », s'est-il interrogé.

« La République centrafricaine a été frappée par des décennies d'instabilité et de combats. Sous le régime de Bozizé, la partie du nord du pays, peuplée en majorité par des personnes de confession musulmane, a été négligée, et les populations, discriminées. De nombreuses violations des droits de l'homme ont été commises, notamment des exécutions sommaires et des cas de disparition forcée, de détention arbitraire et de torture. Le pays a malheureusement atteint un degré de violence et subi des destructions d'une ampleur sans précédent depuis que la coalition Séléka, originaire du nord du pays, a lancé son offensive en décembre dernier », a annoncé le Secrétaire général adjoint.

Tout en soulignant que le nombre total de victimes restait indéterminé, le Secrétaire général adjoint s'est rendu à Bambari, sur un site qui constitue probablement une fosse commune, bien que cela doive encore faire l'objet d'une enquête. Des membres de la communauté locale ont indiqué que des victimes avaient été sommairement exécutées, sans pouvoir indiquer avec certitude l'identité des auteurs.

Le représentant onusien a aussi fait part de sa préoccupation face au taux élevé de cas de violences sexuelles dans le pays. « A l'hôpital de Bambari, j'ai rencontré une jeune femme de 18 ans qui a été violée alors qu'elle était enceinte de quatre mois et qui a perdu son bébé. J'ai aussi rencontré une femme qui a reçu une balle dans le bras pour avoir refusé de donner le peu d'argent qu'elle avait gagné sur le marché », a déclaré Ivan Šimonović.

La situation chaotique du pays a un impact sur la vie quotidienne des populations dans tous ses aspects, a noté le Secrétaire général adjoint de l'ONU. Les écoles publiques sont fermées depuis décembre dernier et moins de vingt pour cent des services de santé sont opérationnels, a-t-il observé. Par peur des meurtres et des viols, une grande partie de la population continue de vivre cachée dans la brousse, se nourrissant de racines.

« La propagation rapide de la malaria et d'autres maladies, le taux élevé de mortalité maternelle et la malnutrition risquent de tuer plus de personnes que les violences liées au conflit lui-même », a averti Ivan Šimonović. « Dans certaines zones, moins de vingt pour cent des semences ont été plantées et l'on peut s'attendre à un manque sévère de nourriture en début d'année prochaine », a-t-il ajouté.

« Je suis extrêmement préoccupé par le manque d'attention, de la part des médias et de la communauté internationale, à la situation en République centrafricaine du point de vue humanitaire et du point de vue des droits de l'homme », a-t-il dit.

« Le conflit en République Centrafricaine ne doit pas tomber dans l'oubli, pour trois raisons principales : ce conflit va continuer de causer des souffrances à une grande partie de la population ; les divisions ethniques et religieuses vont s'en trouver accentuées ; et un conflit prolongé risque de déstabiliser la région au sens large », a averti Ivan Šimonović.

« Restaurer la sécurité est essentiel pour ramener une forme de normalité dans l'ensemble du pays, éviter l'approfondissement des divisions ethniques et religieuses, et pour faciliter la réconciliation nationale », a-t-il dit.

« Le désarmement, l'intégration et la formation conjointe d'un nombre limité d'éléments des anciennes forces de sécurité et de la Séléka, qui ont été certifiés afin d'exclure les personnes coupables de violations de droits de l'homme, est la voie à suivre. Cependant, cela ne permettra pas de résoudre le problème du vide sécuritaire qui prévaut actuellement », a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Les troupes régionales de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale doivent être renforcées sans délai par une force internationale plus large et plus diversifiée sous l'égide logistique des Nations Unies», a-t-il dit. « Il s'agit d'une étape essentielle pour restaurer la sécurité et pour faciliter la réforme du secteur de la sécurité, ainsi que le départ des combattants étrangers. Pareil déploiement aidera également à préparer des élections libres et régulières dans les prochains 18 mois, comme prévu par les Accords de Libreville ».

« La justice transitionnelle et la nécessité de rendre des comptes sont également des éléments clés pour la reconstruction et la stabilité de ce pays. Notre bureau a documenté de nombreuses violations des droits de l'homme commises depuis décembre 2012. Les auteurs de ces crimes ne doivent pas rester impunis », a dit Ivan Šimonović.

Pendant sa visite, le Secrétaire général adjoint a rencontré les autorités de transition, notamment le Premier Ministre de transition et les ministres de la justice et des réformes judiciaires, Garde des Sceaux, des affaires sociales, de la solidarité nationale et de la promotion du genre, le Ministre d'Etat en charge de la Sécurité Publique, de l'émi-immigration et de l'ordre public. Il s'est également entretenu avec des dirigeants religieux ainsi que des membres d'organisations issues de la société civile et de la communauté internationale.

Le Secrétaire général adjoint de l'ONU a également visité Bambari, la troisième plus grande ville du pays située à environ 385 km au nord est de Bangui, où il s'est entretenu avec le Préfet nouvellement nommé, le commandant de la Séléka en charge de la ville, des organisations non gouvernementales, des victimes et des témoins de violations de droits de l'homme. Il a visité les bureaux des Nations Unies et la cour de justice qui ont été pillés, et l'hôpital régional. Il s'est également rendu sur un site qui abriterait une fosse commune où seraient enterrés des civils et des militaires.

FIN

Ivan Šimonović, a pris ses fonctions en tant que Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme le 17 juillet 2010 et dirige le Bureau de New York du HCDH. Pour en savoir plus, rendez-vous sur: <http://www.ohchr.org/FR/AboutUs/Pages/ASG.aspx>

Pour plus de détails, prière de contacter:

En République centrafricaine: Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou, +236 75495383 / ikavi@un.org ou Chafi Bakari (+41 22 928 9256 / cbakari@ohchr.org) A Genève: Liz Throssell (+ 41 22 917 9434 ou +41 79 201 01 15 / ethrossell@ohchr.org)